

Prolongation de l'engagement des forces aériennes françaises en Syrie

Assemblée nationale, mercredi 25 novembre 2015

Allocution de Manuel VALLS, Premier ministre

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le président,
Mesdames, messieurs les ministres,
Mesdames les présidentes de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission de la Défense nationale,
Mesdames, messieurs les députés,

Le vendredi 13 novembre, *Daech* a frappé la France.

Cette armée terroriste s'en est pris lâchement à ce qui fait notre pays, à ce qu'il représente : sa jeunesse, sa diversité, ses lieux de vie et de culture, son art de vivre, ses principes universels qui parlent au cœur des peuples, sur tous les continents.

130 victimes. De vingt nationalités différentes. En attaquant la France, *Daech* a donc, une nouvelle fois, attaqué le monde.

Face à ce totalitarisme islamiste, la France mène et mènera une guerre implacable. *Daech* veut nous frapper, nous frapperons plus fort dans le cadre de la légalité internationale. Nous frapperons juste, car nous agissons au nom de la liberté et pour la sécurité de nos concitoyens. Et nous gagnerons ! Oui, même s'il faut du temps, même s'il peut y avoir d'autres épreuves, nous gagnerons cette guerre contre la barbarie.

*

Gagner cette guerre, c'est mener de front deux combats.

Ici, sur notre sol, en nommant notre adversaire, l'islamisme radical, le djihadisme, le salafisme, en traquant les individus, en débusquant les cellules, en démantelant les réseaux, en cassant les filières, en mettant les terroristes hors d'état de nuire. En déjouant, aussi, les projets d'attentats, comme celui qui, après Paris et Saint-Denis – le procureur de la République l'a rappelé hier – visait le quartier de la Défense. En coopérant avec nos voisins, la Belgique tout particulièrement, qui est aujourd'hui en état d'alerte.

La semaine dernière, à la suite du Président de la République, j'ai exposé devant vous les mesures exceptionnelles – celles de l'état d'urgence – que nous prenons pour la sécurité de nos concitoyens. Dans ce cadre : depuis le 14 novembre, plus de 1 400 perquisitions administratives ont été ordonnées, 241 armes ont été saisies dont une vingtaine d'armes de guerre. 272 personnes ont été assignées à résidence. Et nous poursuivons cette action sans trêve ni pause. Le Ministre de l'Intérieur l'a rappelé.

Je vous ai fait part, également, des moyens supplémentaires que nous affectons à la protection de notre territoire – 120 000 policiers, gendarmes et militaire mobilisés –, des recrutements nouveaux auxquels nous allons procéder, des investissements

nouveaux pour les équipements de nos forces de l'ordre et des dispositions qui vont venir renforcer notre arsenal juridique, mais aussi tout ce qui est mis en œuvre depuis le début de l'année.

Mais le combat, nous devons, avant tout, le poursuivre en Irak et en Syrie. Car c'est là que *Daech* prospère dans l'impunité de ses crimes ; c'est là qu'il faut frapper, agir à la racine.

1. Engagement militaire

a) Pourquoi et comment nous intervenons en Syrie

Et si les racines de *Daech* est en Irak, l'épicentre du terrorisme de *Daech*, c'est la Syrie.

Les djihadistes en contrôlent l'est et le nord, qui constituent un solide bastion. Ils y ont installé leur pseudo-capitale : Raqqa. Ils y ont bâti un régime reposant sur la terreur, le vol, la contrebande, les trafics d'armes, de drogues, mais aussi d'êtres humains.

Depuis cet épicentre, les attentats s'organisent et se planifient. Dans ces repaires, les commandos viennent se former et prendre leurs ordres. C'est de là – nous le savons – qu'ont été commanditées les attaques visant notre pays, depuis plusieurs mois.

Nous avons une responsabilité, nous avons surtout un devoir : intervenir militairement en Syrie, comme nous le faisons déjà en Irak depuis septembre 2014.

C'est pourquoi, le 7 septembre dernier, le Chef de l'Etat a lancé l'offensive de nos forces aériennes dans le ciel syrien. Je vous avais alors informés, ici même, du cadre et des modalités de cette intervention.

Depuis, nos Rafale et nos Mirage ont multiplié les missions.

D'abord, pour observer, acquérir du renseignement, mieux connaître et localiser les points stratégiques de l'ennemi. C'était une étape indispensable avant d'entrer en action.

Puis, nous avons frappé : des centres névralgiques, des postes de commandement, des camps d'entraînement. Nous avons détruit – les Américains et les Russes également – des infrastructures pétrolières, c'est-à-dire privé les terroristes d'une partie de leur manne financière.

*

Le 13 novembre a changé la donne.

Une riposte à la mesure de l'agression que nous avons subie s'est imposée. Il n'y a pas d'alternative : nous devons anéantir *Daech*. Le Président de la République l'a dit devant le Parlement réuni en Congrès.

Depuis dix jours, nos forces aériennes ont intensifié leurs frappes ; elles ont élargi leurs cibles ; elles ont étendu le périmètre et la fréquence de leurs missions.

Nos chasseurs-bombardiers ont lancé huit raids sur Raqqa. Ils ont bombardé de nouveaux sites de *Daech* en Irak, à Mossoul, hier encore. Ceci porte à plus de 300 le nombre de frappes menées depuis que nos forces sont engagées au Levant.

Et notre action va prendre encore plus d'ampleur.

La présence, depuis 48 heures, en Méditerranée orientale, de notre porte-avions, le Charles-de-Gaulle, nous donne une force accrue pour amplifier nos opérations, aussi bien en Syrie qu'en Irak. Nos capacités sur zone ont été multipliées par trois.

Je veux rendre, ici, devant vous, une nouvelle fois, un hommage appuyé à tous nos militaires déployés au Moyen-Orient. Je veux saluer leur courage, leur engagement. J'ai pu constater leur sens du devoir, leur professionnalisme en me rendant sur une de nos bases aériennes en Jordanie. Ces femmes, ces hommes – comme celles et ceux de l'opération Barkhane – font la fierté de toute notre Nation. La France est derrière ses militaires qui se battent là-bas pour notre sécurité ici.

Ils agissent sous l'impulsion du ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, dont je veux saluer l'action. Son sens de la décision est particulièrement précieux au moment où tout le gouvernement est mobilisé pour la défense et la sécurité de notre pays.

b) Avec qui nous intervenons

Mesdames, messieurs les députés,

La France est au cœur de cette guerre contre *Daech*, aux avant-postes. Mais ce combat contre le terrorisme, c'est aussi celui des Nations unies.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité a fait preuve de responsabilité en adoptant à l'unanimité la résolution 2249 qui appelle à amplifier la lutte contre les groupes terroristes djihadistes. C'était une demande de la France, du Président de la République et de notre diplomatie, exprimée au lendemain des attentats.

*

Ce combat, nous le menons aussi, dès à présent, dans le cadre d'une coalition avec une trentaine d'États – engagés militairement en Irak ou en Syrie.

Et nous progressons.

Même si c'est difficile, le rapport de forces sur le terrain commence à s'inverser. Avec l'appui de la Coalition, les unités irakiennes et kurdes et l'opposition modérée syrienne ont réussi à endiguer l'expansion territoriale de *Daech*.

En Irak, les villes de Baïji et Sinjar ont été reconquises, coupant ainsi des axes stratégiques entre Mossoul et Raqqa. C'est bien le signe que l'emprise de l'armée terroriste sur cette zone n'est pas une fatalité.

Daech commence à subir des dommages sérieux ; à éprouver des difficultés pour organiser les ravitaillements à Mossoul, pour payer ses combattants. Les recrues sont de plus en plus jeunes pour faire face aux pertes humaines et aux désertions. D'importantes restrictions touchent la population : eau, électricité, hausse des prix ... La dégradation de la situation va s'accroître avec l'arrivée de l'hiver.

***Daech* commence donc à reculer. C'est la preuve que *Daech* peut être vaincu. Pour cela, nous devons aller encore plus loin, parce que cette armée terroriste a encore des ressources, parce qu'elle peut encore mener des offensives.**

Aller plus loin, c'est-à-dire mobiliser une coalition plus large. C'est la position de la France et elle est constante.

Avec les Etats-Unis, bien sûr. Pour eux aussi, le 13 novembre a changé la donne.

Le Président de la République était, hier, à Washington où il a rencontré le Président OBAMA. Ensemble, nos deux pays, pays alliés, pays toujours soudés face aux épreuves, ont affirmé une volonté commune : agir encore plus étroitement, militairement et diplomatiquement.

Après ce qui s'est passé à Paris, il n'y a plus d'hésitation à avoir.

*

Une coalition plus large, c'est aussi une coalition dans laquelle les Européens doivent assumer leur responsabilité. Une responsabilité historique.

Le combat contre le terrorisme n'est pas seulement le combat de la France. C'est le combat de l'Europe entière, cela doit être le combat de tous les pays de l'Union ; car les terroristes se jouent des frontières. Ils frappent sans discernement à Paris, à Bruxelles, à Copenhague, comme ils ont frappé, hier, à Madrid ou à Londres.

L'Europe fait face à une même menace. C'est donc dans son ensemble que l'Europe doit se mobiliser. Aucun pays d'Europe ne peut se croire à l'abri et hors de ce combat.

Au lendemain des attentats - et pour la première fois - nous avons invoqué l'article 42-7 du Traité de l'Union européenne. Nous avons fait appel à la solidarité de nos partenaires. Pour qu'ils contribuent directement aux opérations militaires. Pour qu'ils nous apportent leurs concours logistiques. Pour que nous ne portions pas seuls le fardeau de la guerre. Tous nos partenaires ont entendu cet appel. Il faut maintenant passer aux actes.

Dès à présent, plusieurs d'entre eux sont engagés à nos côtés en Irak : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark. Mais nous avons besoin de tous. En Irak et en Syrie. Mais aussi au Sahel. L'attentat de Bamako est venu hélas souligner que les menaces - celles qui ont justifié notre intervention il y a deux ans - demeurent.

Nous aurons peut-être besoin de l'Europe, demain, en Libye : nos regards inquiets se tournent vers cette partie de l'Afrique du Nord, qui pourrait devenir un

nouveau repaire des terroristes de *Daech*, à nos portes. Déjà la Tunisie subit des assauts très lourds : le musée du Bardo, la ville de Sousse, et hier cette attaque à Tunis contre la garde présidentielle. Et je veux souligner une nouvelle fois notre solidarité à l'égard de la Tunisie et du peuple tunisien, parce que la Tunisie est un exemple de démocratie et de laïcité. Un exemple que les terroristes ont voulu abattre. La Tunisie mérite tout le soutien de la France ; celui de l'Europe et de la communauté internationale.

Pour mobiliser l'Union européenne, le Président de la République rencontre ses principaux dirigeants : avant-hier, le Premier ministre britannique, David CAMERON, qui va demander à son Parlement l'engagement de la Grande-Bretagne en Syrie ; ce soir, la Chancelière allemande Angela MERKEL ; et je voudrais saluer la décision de l'Allemagne qui pourrait dépêcher au Mali 650 hommes, pour participer à nos côtés à la lutte contre le terrorisme et à la préservation de la paix au Mali. Demain matin, le Premier ministre italien Matteo RENZI sera à Paris.

Nous le sentons bien : il y a enfin une prise de conscience quant à la gravité du danger et quant à la nécessité de joindre nos forces. C'est ce que nous disons depuis des mois. Les attentats de Paris ont été un choc pour l'Europe entière. Elle a bien compris qu'elle était aussi visée.

Pour l'Europe également, le 13 novembre a changé la donne.

*

Au-delà des Etats-Unis et de l'Europe, nous devons mobiliser un front mondial. Nous sommes à l'heure de vérité : chacun doit prendre ses responsabilités et dire clairement que l'ennemi en Syrie, c'est *Daech*.

Cette position doit être sans ambiguïté celle de tous les pays de la région. Car laisser *Daech* proliférer, c'est faire planer une menace de déstabilisation de tout le Moyen-Orient.

*

Demain, le Président de la République sera à Moscou ; il rencontrera Vladimir POUTINE. Le dialogue avec les autorités russes – rétablissons quelques vérités – n'a jamais été interrompu : ni sur l'Ukraine et la mise en œuvre des accords de Minsk, ni sur la Syrie. Ce dialogue a toujours été permanent. Le président russe était à Paris il y a peu et a discuté de la Syrie avec le président Hollande.

Pour la Russie, là-encore, le 13 novembre a changé la donne. D'autant plus qu'elle aussi a été frappée par *Daech* qui a revendiqué l'attentat contre un avion d'une compagnie russe : 230 morts ! Et nous avons affirmé tout de suite notre solidarité.

Nous agissons d'ores et déjà en coordination avec les Russes qui interviennent directement en Syrie depuis le 30 septembre. Cette coordination s'avère d'autant plus importante après l'incident grave entre deux avions turc et russe. Le Président de la République a appelé à la désescalade. Jusqu'à présent, l'essentiel des frappes russes n'était pas dirigée contre *Daech*. Mais, il ne doit y avoir aucune équivoque possible

quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de *Daech*.

Si *Daech* est l'ennemi pour chacun des pays, l'objectif ça ne peut pas être de frapper l'opposition modérée syrienne.

Ce front mondial contre *Daech* ne peut pas – contrairement à ce que j'ai pu entendre – intégrer le régime syrien ! Car enfin ! Si *Daech* a pu autant prospérer, c'est parce que le régime de Bachar AL-ASSAD lui a laissé les coudées franches.

*

Ce front mondial doit, enfin, apporter tout son soutien à ceux qui se battent contre les troupes de l'Etat islamique, c'est-à-dire notamment les Kurdes, valeureux combattants que nous soutenons, et les groupes de l'opposition syrienne modérée.

Soutenir cette opposition, lui procurer les équipements dont elle a besoin, lui permettre d'entretenir ses forces combattantes, unifier les milices locales, c'est faciliter la bataille au sol. Car nous le savons bien : notre action aérienne doit appuyer les opérations terrestres. Et celles-ci ne peuvent être conduites que par les forces insurgées locales, y compris kurdes, renforcées, le cas échéant, par des armées sunnites de la région. L'Histoire récente nous l'apprend. En Irak ou en Libye, il serait déraisonnable et improductif d'engager nous-mêmes des troupes au sol. Tirons les leçons du passé.

2. Engagement diplomatique

Mesdames, messieurs les députés,

Nous sommes en guerre. Mais nous n'en sommes qu'au début. Elle demandera de la constance, de la ténacité. Cette guerre sera longue. Nous devons avoir ce langage de vérité envers nos compatriotes.

Ce langage de vérité, c'est aussi dire que l'action militaire ne sera pas suffisante pour stabiliser la Syrie, prévenir l'effet de contagion sur les pays voisins, et endiguer le flux des réfugiés se dirigeant vers l'Europe.

Faire la guerre contre *Daech*, c'est inscrire notre engagement militaire dans une stratégie de long terme. C'est tirer les enseignements des interventions militaires conduites dans la région ces dix dernières années.

C'est aussi être attentif à ne pas alimenter et approfondir les tensions larvées entre sunnites et chiites. Nous avons besoin d'une transition politique en Syrie, posant les bases d'une réconciliation nationale.

Tous nos efforts diplomatiques, toutes les initiatives portées avec tant de détermination et d'engagement par le ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, vont dans ce sens.

Nous connaissons les difficultés, nous mesurons les obstacles, nous connaissons les ambiguïtés des différents acteurs de la région, mais un processus s'est enclenché : ce

sont les rencontres de Vienne. La France y contribue activement en parlant à tous les acteurs de la région. Aux pays limitrophes : la Turquie, la Jordanie, le Liban. Aux pays arabes : l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les pays du Golfe.

Il faut maintenant accélérer ces négociations. Car nous sommes encore loin du compte, même s'il y a un certain nombre d'acquis. Un cessez-le-feu, un gouvernement de transition, une nouvelle constitution pluraliste, des élections libres : telles sont les bases acceptées par tous les pays participant aux pourparlers, y compris les Russes et les Iraniens, avec lesquels nous parlons aussi, car ils ont une responsabilité cruciale dans le règlement de la crise syrienne.

La France parle à tous, et tient le même langage. Ce qui fait notre force, c'est notre indépendance, c'est notre autonomie de décision, c'est notre clarté.

A tous les pays, nous disons - ce sont les mots du Président de la République, le 16 novembre à Versailles : que notre ennemi, c'est *Daech*.

Nous leur disons que, dans le cadre de la transition politique, Bachar AL-ASSAD ne pourra incarner l'avenir. Car comment, en effet, penser que les groupes syriens se rangeraient sous le même drapeau si on leur offrait pour horizon le maintien de celui qui a causé leurs malheurs et ceux de tout un peuple ?

Non ! Le régime syrien - comme certains voudraient le faire croire - ne peut en aucun cas être un partenaire. Non, la coopération anti-terroriste ne peut être ni envisageable, ni utile, avec ce régime qui lui-même recourt à la terreur. Ce n'est pas envisageable aujourd'hui. Comme cela ne l'était pas en mars 2012 quand la France a pris la juste décision de rompre les relations avec la Syrie, au lendemain des massacres de Deraa et d'Homs.

Il faut aussi se souvenir qu'en août 2012, certains de ceux qui exigent un bouleversement de notre politique vis-à-vis du régime syrien n'avaient pas de mots assez durs pour le condamner et exhortaient le Président de la République et Gouvernement à agir fortement pour marquer l'opposition au régime.

Il ne faut pas non plus oublier que plusieurs de nos compatriotes étaient retenus comme otages en Syrie jusqu'en avril 2014 et que l'action de nos services de renseignement et de notre diplomatie ont permis de les ramener sains et saufs.

L'action résolue contre l'Etat islamique et les filières terroristes implique aussi une coopération avec l'ensemble des Etats de la région, y compris les Etats de transit direct comme la Turquie. Si l'on veut prévenir ou limiter les tentations de ralliement de certaines populations sunnites de la région à *Daech*, il faut être capable d'énoncer une politique lisible, sans complaisance pour les atrocités commises par le régime syrien.

Je veux être très clair : jamais le régime syrien n'a fait preuve jusqu'ici d'une volonté sincère de coopération en matière anti-terroriste. Que chacun évite de se faire instrumentaliser face à ce débat et à ces rumeurs. Je ne laisserai pas mettre en cause nos services de renseignement et la politique de la France face à la lutte contre le terrorisme.

* *

Mesdames, messieurs les députés,

La France pleure ses morts mais elle ne plie pas. La France se bat et se battra sans relâche, jusqu'à atteindre son but : la destruction de notre ennemi, *Daech*.

Le gouvernement sollicite donc votre autorisation, en vertu de l'article 35 de la Constitution, de poursuivre l'engagement de nos forces en Syrie. Et je ne doute pas que, comme la semaine dernière, vous enverrez un message très fort à nos concitoyens.

Nous mobilisons notre armée. Nous mobilisons notre diplomatie. La France, parce qu'elle se défend, parce qu'elle est une grande puissance, parce qu'elle est un pays libre qui s'adresse au monde, mène le combat.

C'est le combat de notre époque, qui vient après d'autres que la France a su mener, et emporter.

Ce nouveau combat contre la barbarie, nous devons le mener unis, rassemblés. Et ce combat, notre démocratie, fidèle à elle-même, fidèle à ce que nous sommes, une fois de plus, l'emportera !

* * *